



Paris le 30 juin 2017
Monsieur Denis Turbet-Delof
Délégué général Solidaires Fonction Publique
Union Syndicale Solidaires
144 Bd de la Villette 75019 – PARIS
06 30 93 90 48

Objet : Communiqué de presse

Suite à la publication du rapport de la Cour des Comptes « Situation et perspectives des Finances Publiques », le gouvernement, par la voix du Ministre de l'Action et des Comptes Publics Gérald Darmanin, a officiellement annoncé dans les médias, le 29 juin, le gel du point d'indice des fonctionnaires pour 2018.

Ce sujet avait déjà été abordé par le Ministre lors des audiences bilatérales avec les organisations syndicales fin mai, et il avait alors indiqué que le rendez-vous salarial 2017 ne comporterait pas de mesure de cet ordre.

Cette annonce maintenant officielle, faite sans attendre le Conseil Commun de la Fonction Publique qui aura lieu le 10 juillet prochain, montre bien à quel point la fonction publique est pour ce gouvernement une des principales variables d'ajustement budgétaire. Rappelons que les fonctionnaires ont subi d'importantes pertes de pouvoir d'achat cumulées : 18,48 % depuis 2000, 21,5% depuis 1995.

Elle confirme les craintes que Solidaires avait exprimées notamment par rapport à l'absence de Ministère de la Fonction Publique de plein exercice. A l'évidence lorsque le Ministre de l'Action et des Comptes Publics a besoin de faire des coupes budgétaires, nul besoin de discussion. Il suffit qu'il s'adresse à lui-même puisqu'il est également en charge de la Fonction Publique.

Solidaires Fonction Publiques est excédée de constater que les gouvernements, quels qu'ils soient, nous ressortent les mêmes vieilles recettes éculées. La fonction publique a bon dos !

Le rapport de la Cour des Comptes pointe une pseudo-nécessité d'économies. A aucun moment, en réponse, le gouvernement n'évoque la lutte contre la fraude fiscale, pourtant source d'importantes recettes.

Solidaires rappelle que, chaque année, l'Etat se prive volontairement des quelques 60 à 80 milliards d'euros de recettes qui s'échappent en raison de la fraude fiscale générée essentiellement par le monde de la finance et des entreprises.

Si l'on rajoute le projet des 120 000 suppressions d'emplois prévues dans le programme électoral du Président Macron, on aura compris que ce gouvernement a pour objectif d'attaquer la fonction publique, les services publics et la cohésion sociale.

Au vu de ce contexte, Solidaires juge indispensable la mobilisation contre ces projets destructeurs de cohésion sociale qui servent de terreau à l'extrême droite.

Solidaires Fonction Publique a proposé à l'ensemble des organisations de la fonction publique de se rencontrer pour évoquer l'ensemble de ces questions.